

OBSERVATOIRE DES ARMES EXPLOSIVES

Le nombre de victimes civiles des armes explosives a augmenté de 60 % en 2024, partout dans le monde

Lyon, le 19 mai 2025. L'Observatoire des armes explosives publie son rapport annuel le 21 mai. Il révèle que les civils, dans plus d'un tiers des pays du monde, sont touchés par les bombardements et les pilonnages. La Palestine paie le plus lourd tribut puisqu'elle comptabilise plus de 60 % de toutes les pertes civiles recensées dans le monde en 2024. Plus globalement, le nombre de décès de civils dû aux armes explosives dans l'ensemble des pays et territoires a grimpé de façon exponentielle, avec une hausse de 60 % en 2024, notamment au Liban, au Myanmar, en Syrie et en Ukraine. Handicap International est particulièrement inquiète face à l'effacement de principes universels forts, tels que le Droit international humanitaire, le retour des mines antipersonnel ou des bombes à sous-munitions, et le retrait de plusieurs États des traités interdisant ces armes indiscriminées.

Notes aux rédactions :

_ Les chiffres communiqués dans ce CP sont **sous embargo** jusqu'au 21 mai.

_ Les experts plaidoyer de Handicap International sont disponibles pour répondre à des interviews, en amont et en aval de la sortie du rapport.

_ N'hésitez pas à contacter Clara Amati (c.amati@hi.org / 06 98 65 63 94) pour toute question.

/ Contact presse
Clara Amati
M. 06 98 65 63 94
M. c.amati@hi.org

L'observatoire des armes explosives 2024

L'Observatoire des armes explosives¹ 2024 rapporte que les civils ont été touchés par les violences explosives dans au moins **74 pays et territoires**. 11 pays – République démocratique du Congo, Éthiopie, Liban, Mali, Myanmar, Nigeria, Palestine, Soudan, Syrie, Ukraine et Yémen – sont considérés comme gravement affectés.

- La **Palestine** représente plus de **60 % de toutes les pertes civiles** recensées dans le monde en 2024.
- Le **décès de civils dû aux armes explosives** dans les pays et territoires hors Palestine a augmenté de **plus de 60 %** en 2024, notamment au **Liban, au Myanmar, en Syrie et en Ukraine**.
- En 2024, les **infrastructures civiles** ont été sévèrement touchées : les **attaques contre les établissements et équipes de santé** (établissements, ambulances, etc.) ont augmenté de **64 %** (1 857 incidents), les **attaques contre des infrastructures scolaires** (écoles, etc.) ont **plus que doublé** (861 incidents), et les **attaques contre l'aide humanitaire** ont été **près de cinq fois plus nombreuses** qu'en 2023 (1,631 incidents).

Les civils à la merci des conflits armés

Selon le Comité international de la Croix-Rouge, 120 conflits armés étaient en cours en 2024. Les civils ont lourdement payé les conséquences de ces violences :

- Près de 200 000 personnes sont mortes à cause de la violence armée en un an (Armed Conflict Survey 2024).
- Les décès violents ont augmenté de 37 % entre 2023 et 2024.
- Des centaines de milliers de civils ont été blessés, mutilés ou traumatisés par la violence armée.
- Selon le Haut-Commissariat aux réfugiés, plus de 120 millions de personnes sont déplacées de force, principalement à cause des conflits.

Bombardements en zones peuplées, attaques aveugles de drones, réintroduction d'armes interdites telles que les mines antipersonnel et les bombes à sous-munitions dans les arsenaux militaires, etc. : **tous les signaux sont au rouge. L'obligation même des belligérants de « protéger les civils » semble s'effondrer.**

Rien qu'à Gaza, les Forces armées israéliennes ont déclaré avoir frappé 40 300 objectifs entre octobre 2023 et octobre 2024, ne laissant aucune chance à la population civile qui vit pour la grande majorité dans des zones densément peuplées. 53 000 personnes ont été tuées à Gaza, et près de 2 millions déplacées.

/ Contact presse
Clara Amati
M. 06 98 65 63 94
M. c.amati@hi.org

¹ Chaque année, **L'Observatoire des armes explosives** documente les incidents, les pratiques et les dommages causés par les bombardements et les pilonnages sur les villes et les zones peuplées. Il est composé de membres du **Réseau International sur les armes explosives** (INEW).

« Avec l'intensification des attaques contre les civils et les infrastructures civiles en 2024, on observe un affaiblissement grave du principe de protection des civils. Ce principe stipule que les civils doivent être épargnés et protégés des effets des conflits armés. Ce que nous constatons, c'est que les belligérants s'en moquent, ils mènent des attaques indiscriminées, et les civils sont de plus en plus souvent directement ciblés. Dans certains contextes, les sièges prolongés ne visent plus seulement à remporter des batailles, mais à terroriser, blesser et tuer les populations. »

Anne Héry, Directrice du plaidoyer chez HI

Le retour des armes interdites

Dans ce contexte marqué par **l'effacement de principes universels forts**, tels que le **droit international humanitaire** et les normes de protection des civils, le retour des mines antipersonnel et des bombes à sous-munitions, ainsi que le retrait de plusieurs États des traités interdisant ces armes indiscriminées, représentent un nouveau danger pour les populations.

La Russie a massivement utilisé des mines antipersonnel depuis le début de son invasion totale de l'Ukraine en 2022, tandis que des informations indiquent que l'Ukraine en a également fait usage.

La Pologne, la Finlande, la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie se retirent du Traité d'Ottawa, qui interdit les mines antipersonnel, et envisagent de les déployer à leurs frontières. La Lituanie s'est déjà retirée du Traité d'Oslo, qui interdit les bombes à sous-munitions.

HI appelle urgemment les États à :

- Réaffirmer sans ambiguïté le principe fondamental de la protection des civils.
- Renforcer le droit international humanitaire.
- Mettre fin à l'utilisation des armes interdites.

A propos de Handicap International

Handicap International est une association de solidarité internationale indépendante, qui intervient depuis 40 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux. Depuis sa création en 1982, Handicap International a mis en place des programmes de développement dans plus de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. Le réseau de 8 associations nationales (Allemagne, Belgique, Canada, États-Unis, France, Luxembourg, Royaume-Uni et Suisse) œuvre de manière constante à la mobilisation des ressources, à la cogestion des projets et au rayonnement des principes et actions de l'organisation. Handicap International est l'une des six associations fondatrices de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), co-lauréate du prix Nobel de la paix en 1997 et lauréate du Prix Conrad N. Hilton 2011. Handicap International agit et témoigne partout où « vivre debout » ne va pas de soi.

